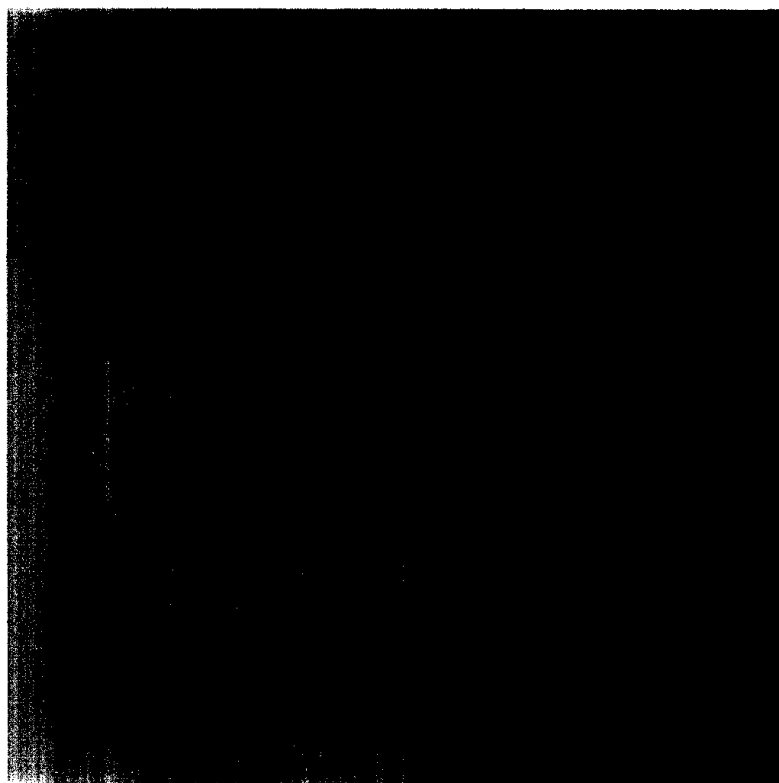


99^e année

N° 1 — Janvier-Mars 1981

MEMOROTECA	
SALA	7
ESTANTE	84
TABLA	

REVUE DES SOCIÉTÉS



JOURNAL DES SOCIÉTÉS



JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ

V. — BIBLIOGRAPHIE :

Comptes rendus d'ouvrages	227
Articles et notes de jurisprudence	234
Ouvrages et monographies (reçus)	244

VI. — INFORMATIONS :

Communication et instructions de la COB	247
Commentaire de la COB concernant la distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales .	247
Statistiques du Registre national du commerce et des sociétés	250
Conférence générale des Tribunaux de commerce du 21 novem- bre 1980	251
Colloque sur la distribution gratuite d'actions aux salariés du 5 février 1981	251
Colloque sur la survie des entreprises en difficultés, Québec, octobre 1981	252
Prix de thèse de la Fondation internationale pour l'enseignement du droit des affaires	252

Décision rendue en matière de faillite personnelle et autres sanctions. Appel. Appel principal et incident. Durée des sanctions prononcées en application de l'article 108, loi du 13 juillet 1967. Absence de pouvoir du juge de limiter ladite durée. Cass. com., 7 décembre 1980, note Adrienne HONORAT	172
--	-----

III. — Législation et réglementation :

Lois	175
Décrets	182
Arrêtés	199
Instructions	200

IV. — Réponse au nom de la Commission et réponses des ministres aux questions écrites :

Droit européen des sociétés (Réponse CEE)	201
Entreprises : statistiques	202
Sociétés commerciales en général	206
Sociétés à responsabilité limitée	207
Groupes de sociétés	209
Dirigeants de sociétés	210
Commissaires aux comptes	213
Valeurs mobilières	214
Intéressement et participation	217
Sociétés civiles	220
Sociétés professionnelles	221
Groupements agricoles d'exploitation en commun	222
Groupements d'intérêt économique	222
Associations	223
Procédures collectives	224

courir le délai. Siège social. Modification non signalée en cours de procédure. Signification à l'ancienne adresse. Validité. Bruxelles, 3^e ch., 28 novembre 1978, note Alphonse KOHL 123

VI. — *Droit fiscal des sociétés.*

Impôts sur les sociétés. Sociétés civiles. Objet. Cons. Etat, 13 février 1980 et 25 juillet 1980, note René BLANCHER 128

VII. — *Droit pénal des sociétés.*

Abus de biens sociaux. Conditions dans lesquelles la rémunération excessive du président du conseil d'administration peut être considérée comme constitutive d'un abus de biens sociaux. Cass. crim., 6 octobre 1980, note Bernard BOULOC 133

Escroquerie. Éléments constitutifs du délit. Emploi de manœuvres frauduleuses. Crédit bancaire. Présentation de factures fictives sur l'étranger. Défaut de documents douaniers. Tromperie de la banque (non). Délit non constitué. Faillites. Infractions pénales. Banqueroute. Éléments constitutifs du délit. Emploi de moyens ruineux pour retarder le dépôt du bilan. Sociétés anonymes. 1^o Infractions pénales. a) Délit de présentation d'un bilan inexact. Éléments constitutifs du délit. Pertes importantes non mentionnées. b) Distribution de dividendes fictifs. Bilan inexact. 2^o Commissaires aux comptes. Responsabilité pénale. Certification d'un bilan inexact. Trib. correct. Paris (11^e ch.), 10 janvier 1980, note Bernard BOULOC 142

VIII. — *Associations.*

Dénomination. Sigle SPA. Antériorité. Notoriété. Droit privatif. Similitude de dénomination et de sigle. Confusion. Conditions de l'existence d'un droit privatif. Produits commercialisés sans un emballage portant le sigle SPA, de manière convenue avec l'une des associations en cause. Lyon (1^{re} ch.), 12 mars 1980, note Robert PLAISANT 158

IX. — *Procédures collectives.*

Créance salariale. Associé majoritaire. Aix-en-Provence (8^e ch.), 24 octobre 1980, note Adrienne HONORAT 168

TABLE DES MATIÈRES

I. — DOCTRINE :

- Mandat social et contrat de travail : attraits, limites et fictions, par Alain SAYAG. 1 —
- Des effets de la loi n° 78-763 du 13 juillet 1978 sur le financement des sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) et des sociétés coopératives de travailleurs (SCOT), par Marc TISON. 39 —

II. — JURISPRUDENCE :

I. — Sociétés en général.

Société en cours de formation, mais non immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Ouverture d'un compte bancaire au nom de la société et remise d'un carnet de chèque. Faute de la banque engageant sa responsabilité. Société fictive. Renseignements favorables, mais erronés donnés par la banque à un tiers contractant avec la société. Responsabilité de la banque. Cass. com., 15 janvier 1980, note Monique GUILBERTEAU 57

Reprise des engagements souscrits au nom de la société en formation. Compte courant. Reprise tacite. Paris, 3^e ch., 30 avril 1980, note Jean-Jacques DAIGRE 63

II. — Sociétés à responsabilité limitée.

Augmentation du capital. Nouvel associé. Admission de principe. Engagement définitif de la société (non). Cass. com., 3 janvier 1980, note Jean HÉMARD 69

Rev. soc., 1981.

Cautionnement par le gérant. Transformation de la SARL en SA. Extinction du cautionnement (non). Cass. com., 2 octobre 1979, note Christian MOULY 73

Dissolution. Liquidation. Effets. Dette sociale. Paiement par un associé. Conditions. Perception de sa part d'actif et remboursement de son apport. Constatation nécessaire. Cass. com., 17 décembre 1979, note Jean-Pierre SORTAIS. 81

III. — Sociétés anonymes.

Conseil d'administration. Président. Pouvoirs. Cautionnement donné à un tiers. Conditions. Acte ne relevant pas de l'objet social. Connaissance par le tiers. Preuve. Charge. Cass. com., 29 janvier 1980 et 18 juin 1980, note Yves GUYON 83

Président du conseil d'administration. Contrat de travail. Définition. Caractère réel et sérieux. Absorption des fonctions salariées par le mandat social. Cass. com., 5 juin 1980 (2 arrêts) et 16 octobre 1980 (2 arrêts), note Yves CHARTIER 88

Commissaire aux comptes. Dirigeants sociaux. Comblement du passif. Condamnation (art. 99, Loi du 13 juill. 1967). Appel en garantie du commissaire aux comptes. Action recevable (oui). Action fondée (non). Tribunal de commerce compétent (oui). Trib. com. Versailles, 24 janvier 1980, note Jean-Jacques BURST 100

Administrateur provisoire. Condition de nomination. Litige relatif à une cession d'actions. Mécontentement ne mettant pas en péril le fonctionnement et les intérêts de la société. Rejet de la demande. Désignation d'un mandataire de justice chargé de contrôler des activités de la société. Paris, 14^e Ch., 27 février 1980, note Jean-Claude BOUSQUET 109

IV. — Comité d'entreprise.

Attributions. Examen du rapport d'ensemble sur l'activité de l'entreprise. Assistance d'un expert comptable. Article L. 432-5, d, du Code du travail. Nature et étendue de la mission de l'expert comptable. Lyon, 31 janvier 1980, note Jean GUYÉNOT 115

V. — Droit international privé des sociétés.

Signification d'un jugement à une société de droit français. Pli recommandé à la poste. Convention franco-belge du 1^{er} mars 1956. Signification régulière. Effets. Appel. Délai. Signification faisant